

ALLOCUTION DE MME EDWIGE AVICE
MINISTRE DE LA COOPERATION ET DU DEVELOPPEMENT

REUNION DES MINISTRES DES FINANCES DE LA ZONE FRANC

3 OCTOBRE 1991

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT,
MESSIEURS LES MINISTRES,
MESSIEURS LES GOUVERNEUR,
MESDAMES,
MESSIEURS,

LAISSEZ MOI TOUT D'ABORD VOUS DIRE MA TRES GRANDE
SATISFACTION DE PARTICIPER POUR LA PREMIERE FOIS, ET AUX COTES DE PIERRE
BEREGOVOY, A UNE REUNION MINISTERIELLE DE LA ZONE FRANC.

CES REUNIONS QUI TEMOIGNENT DE LA PERMANENCE ET DE
L'INTENSITE DES LIENS QUI NOUS UNISSENT SONT INCONTESTABLEMENT UN
MOMENT PRIVILEGIE.

ELLES PERMETTENT EN OUTRE, COMME L'A MONTRE NOTAMMENT LA
DERNIERE REUNION A OUAGADOUGOU, DE LANCER DES PROJETS SECTORIELS
CONCRETS CONTRIBUANT DIRECTEMENT A LA SOLIDARITE REGIONALE ET A LA
TRANSFORMATION PROGRESSIVE DE LA ZONE FRANC EN UNE VERITABLE
COMMUNAUTE ECONOMIQUE.

AVANT DE DEVELOPPER LES THEMES DE L'INTEGRATION REGIONALE,
J'AIMERAIS VOUS FAIRE PART DE MES REFLEXIONS SUR L'EVOLUTION
DEMOCRATIQUE EN AFRIQUE ET SES EFFETS SUR LE REDRESSEMENT ECONOMIQUE
DE VOS PAYS.

*

* *

I) SI LA DEMOCRATIE EST ESSENTIELLE A L'ORGANISATION SOCIALE ET POLITIQUE D'UN PAYS, SI ELLE FAVORISE LA TRANSPARENCE, SI ELLE PERMET DE METTRE UN TERME AUX PRIVILEGES ABUSIFS ET AUX SITUATIONS DE RENTE, JE NE LA CONSIDERE PAS POUR AUTANT COMME UN REMEDE MAGIQUE, UN QUELCONQUE SESAME, AUTO-PRODUCTEUR DE CROISSANCE ET DE DEVELOPPEMENT.

AUTREMENT DIT, COMME L'AVAIT SOULIGNE LE PRESIDENT FRANÇOIS MITTERRAND A LA BAULE L'AN DERNIER, IL N'Y A AUCUN PROGRES ECONOMIQUE A ATTENDRE DE LA DEMOCRATISATION LORSQU'ELLE NE S'ACCOMPAGNE PAS D'UNE BONNE GESTION ECONOMIQUE, DE LA DISCIPLINE BUDGETAIRE ET FISCALE ET D'UNE AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE DES ECONOMIES.

A CET EGARD, LA DEMOCRATIE DOIT FAVORISER LE RETOUR A UNE GESTION PUBLIQUE RIGOUREUSE ET RESPONSABLE ; ELLE PERMET D'INSTAURER LE DIALOGUE SOCIAL ET D'ASSOCIER LA COLLECTIVITE AUX EFFORTS DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE ; ELLE EST L'OCCASION POUR LES GOUVERNEMENTS DE FAIRE COMPRENDRE QUE LES REVENDICATIONS SOCIALES DOIVENT TENIR COMPTE AUSSI DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET MENAGER L'AVENIR. PERSONNE NE DOIT PERDRE DE VUE QUE L'ECHEC ECONOMIQUE, LE CHOMAGE, LA PAUVRETE SONT DES MENACES PERMANENTES POUR DES DEMOCRATIES ET DES LIBERTES RECENTES AUX BASES ENCORE FRAGILES.

LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE, LA FRANCE A SON TOUT PREMIER RANG, CONTINUERA BIEN EVIDEMMENT A AIDER LES ETATS AFRICAINS QUI PROGRESSED VERS L'ETAT DE DROIT, ET LA JUSTICE SOCIALE. JE ME SUIS ATTACHEE, MOI-MEME, DES MA PRISE DE FONCTIONS A CONTACTER LES BAILLEURS DE FONDS BILATERAUX ET MULTILATERAUX POUR LEUR EXPLIQUER QU'IL FALLAIT CONTINUER A SOUTENIR NOS PARTENAIRES AFRICAINS DANS CETTE PHASE CRUCIALE DE TRANSITION. L'UNE DES COMPOSANTES ESSENTIELLES DU NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE MONDIAL ISSU DE LA FIN DE LA GUERRE FROIDE N'EST-ELLE PAS LE RENFORCEMENT DES LIENS ET DE LA SOLIDARITE ENTRE LES PAYS DU NORD ET CEUX DU SUD ? A CET EGARD, NOUS POUVONS TOUS ETRE FIERES DES MECANISMES DE LA ZONE FRANC QUI REPRESENTENT UN EXEMPLE, A LA FOIS CONCRET ET INDISCUTABLE, D'ACTIVE SOLIDARITE NORD - SUD.

CEPENDANT, LES RESSOURCES EXTERIEURES NE SUFFIRONT PAS A COUVRIR TOUS LES BESOINS DE FINANCEMENTS DE VOS ECONOMIES ; LEURS MONTANTS SONT LIMITES, LES BESOINS DES AUTRES CONTINENTS SONT AUJOURD'HUI TRES IMPORTANTS ET LE FINANCEMENT EXTERIEUR, MEME NON CONCESSIONNEL, N'EST PAS TOUJOURS LE SUPPORT IDEAL POUR FINANCER L'INVESTISSEMENT PRIVE RENTABLE. DANS CE CONTEXTE DIFFICILE, IL SE REVELE DONC FONDAMENTAL DE SUSCITER L'EPARGNE INTERIEURE DANS VOS PAYS, DE LA MOBILISER LA OU ELLE EXISTE ET DE FAVORISER SON AFFECTATION A DES FINS PRODUCTIVES LOCALES. DE MEME, IL CONVIENT DE PRENDRE TOUTE LES MESURES POUR ENRAYER LES FUITES DE CAPITAUX.

*
* *

II) POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF D'UNE CROISSANCE SAIN ET DURABLE, FINANCEE DE MANIERE PLUS AUTONOME, IL FAUT METTRE EN COMMUN LES FORCES ET LES ATOUTS RESPECTIFS POUR REALISER A TERME UN ESPACE ECONOMIQUE UNIFIE.

SUR CES DEUX THEMES ESSENTIELS DE L'INTEGRATION REGIONALE ET DE L'EPARGNE, LA DERNIERE REUNION DE OUAGADOUGOU, A LAQUELLE JE ME SUIS REFEREE AU DEBUT DE MON PROPOS, A JOUE UN ROLE D'IMPULSION TRES IMPORTANT QU'IL EST DE NOTRE DEVOIR A TOUS DE CONFIRMER.

EN EFFET, OUTRE LE LANCEMENT DE PROJETS CONCRETS, J'AI ETE FRAPPEE PAR LA PERTINENCE DU COMMUNIQUE FINAL DE LA REUNION QUI INSISTE SUR LA NECESSITE D'APPROFONDIR LES MECANISMES DE SOLIDARITE DANS LA ZONE, EN TRANSFORMANT PROGRESSIVEMENT LA COMMUNAUTE DE MONNAIE EN UNE VERITABLE COMMUNAUTE ECONOMIQUE APPELEE A DISPOSER DE REGLES COMMUNES ET D'AUTORITES ECONOMIQUES REGIONALES.

L'OBJECTIF, BIEN SUR, EST D'ABOUTIR AU MARCHÉ UNIQUE. MAIS, CONTRAIREMENT A CE QUE L'ON A FAIT DANS LE CADRE DE L'INTEGRATION EUROPEENNE, ON NE SE LIMITE PAS AU DEBUT A OUVRIR LES FRONTIERES ET A METTRE EN PLACE UN TARIF EXTERIEUR COMMUN : CELA ME PARAÎT UNE TRES

BONNE CHOSE.

C'EST PRECISEMENT PARCE QU'ELLES ONT VOULU PAR PRIORITE SUPPRIMER LES BARRIERES DOUANIERES QUE LA PLUPART DES TENTATIVES D'INTEGRATION ECONOMIQUE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT ONT ECHOUÉ, QUE CE SOIT EN AMERIQUE LATINE OU EN AFRIQUE ; LA RAISON ESSENTIELLE TIEN AU FAIT QUE, A LA DIFFERENCE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE, LES DROITS DE PORTE CONSTITUENT GENERALEMENT DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT UNE PART TRES IMPORTANTE DES RECETTES BUDGETAIRES (PLUS DE 50 % DANS LE CAS DE LA PLUPART DES PAYS DE LA ZONE FRANC) ; ET C'EST BIEN CELA QUI REND TRES DIFFICILE A COURT TERME LA DISPARITION DES DROITS DE DOUANE ENTRE PAYS ET LA MISE EN PLACE D'UN TARIF EXTERIEUR COMMUN S'ACCOMPAGNANT SOUVENT D'UNE BAISSÉ DE RECETTES. CETTE DERNIERE NE PEUT ETRE ACCEPTEE QUE DANS LE CADRE D'UNE STRATEGIE FINALE GLOBALE ET COHERENTE.

LES REFLEXIONS ENGAGEES ACTUELLEMENT SUR CE THEME EN COTE D'IVOIRE AVEC LA COLLABORATION DU FMI, DE LA BANQUE MONDIALE ET DE MON DEPARTEMENT SONT, A CET EGARD, ENCOURAGEANTES.

EN REALITE, L'INTEGRATION DES PAYS DE LA ZONE FRANC POURRAIT UTILEMENT SUIVRE LE CHEMINEMENT METHODOLOGIQUE INVERSE DE CELUI QUI PREVAUT DANS LE CAS DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE, CAR, S'AGISSANT DE VOS PAYS, ON NE VA PAS A LA MONNAIE COMMUNE, ON PART DE LA MONNAIE COMMUNE, QUI EST DEJA UNE FORME TRES AVANCEE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. CELA CHANGE TOUT ET L'ETAPE ESSENTIELLE QU'IL FAUT ABORDER AUJOURD'HUI EST LA MISE EN COHERENCE DES POLITIQUES ECONOMIQUES AVEC LA POLITIQUE MONETAIRE COMMUNE ET PLUS GENERALEMENT L'HARMONISATION DES REGLES. CETTE INTEGRATION DES REGLES ME PARAIT CAPITALE ET JE CONSIDERE QU'ELLE CONSTITUERA UN PREALABLE A L'INTEGRATION EFFECTIVE DES ECONOMIES ET A L'OUVERTURE DES MARCHES.

C'EST BIEN CETTE APPROCHE D'INTEGRATION PREALABLE PAR LES REGLES QUI EST A LA BASE DES PROJETS REGIONAUX QUE PIERRE BEREGOVVOY ET MOI-MEME SOUTENONS ET QUI SONT TOUT NATURELLEMENT APPELES A ETRE DISCUTES LORS DES REUNIONS PERIODIQUES DE LA ZONE FRANC. UN RAPIDE TOUR D'HORIZON NOUS PERMETTRA DE MESURER L'AMPLEUR DES INITIATIVES

QUE NOUS AVONS PRISES ENSEMBLE.

1 - LE PROGRAMME DES ASSURANCES, TOUT D'ABORD, A ETE APPROUVE LORS DE LA DERNIERE REUNION DE OUAGADOUGOU ET DOIT ABOUTIR A LA SIGNATURE D'UN TRAITE LORS DE NOTRE PROCHAINE REUNION AU PRINTEMPS 92 : LA MISE EN PLACE D'UNE LEGISLATION UNIQUE ET D'UNE COMMISSION DE CONTROLE REGIONALE PERMETTRA, J'EN SUIS CERTAINE, UN ASSAINISSEMENT PROFOND DU SECTEUR DES ASSURANCES DANS LA ZONE FRANC ET FACILITERA GRANDEMENT LA COLLECTE DE L'EPARGNE DITE INSTITUTIONNELLE.

2 - DANS LE MEME ESPRIT, NOUS DEVONS DISCUTER AUJOURD'HUI DU LANCEMENT D'UN PROGRAMME "PREVOYANCE SOCIALE" QUI COMPORTE LA CREATION D'UNE INSPECTION FINANCIERE REGIONALE ; UN TEL MECANISME DE CONTROLE ME PARAÎT NECESSAIRE POUR RETABLIR PROGRESSIVEMENT RIGUEUR ET TRANSPARENCE DANS LA GESTION FINANCIERE ET ADMINISTRATIVE DES ORGANISMES NATIONAUX DE PREVOYANCE . IL POURRAIT AUSSI ETRE TRES UTILE POUR PERMETTRE A VOS PAYS D'AMENAGER PROGRESSIVEMENT LES MECANISMES DE PROTECTION SOCIALE EN FONCTION DES BESOINS DES POPULATIONS ET DES CONTRAINTES DES ECONOMIES.

CES DEUX PROJETS ASSURANCES ET ASSURANCES SOCIALES EN ZONE FRANC, QUI SERONT DEVELOPPES DANS LE CADRE DES STRUCTURES EXISTANTES DE LA CICA, CONTRIBUENT DIRECTEMENT A L'INTEGRATION FINANCIERE DE LA ZONE ET, PARTANT, AU RENFORCEMENT DIRECT DE L'INTEGRATION MONETAIRE.

3 - UN AUTRE PROJET EVOQUE A OUAGADOUGOU MERITE D'ETRE ENGAGE TRES RAPIDEMENT : IL S'AGIT DE LA MISE EN PLACE PROGRESSIVE D'UN DROIT REGIONAL DES AFFAIRES DANS LES PAYS DE LA ZONE FRANC. UN TEL PROJET POURRAIT SE REVELER UN CATALYSEUR EFFICACE DU REDEMARRAGE DES INVESTISSEMENTS ET DE L'UNIFICATION ECONOMIQUE.

IL PERMETTRAIT, EN EFFET, DE CONSTITUER UN VERITABLE ETAT DE SECURITE JURIDIQUE POUR LES ENTREPRISES DU SECTEUR MODERNE QUI SOUFFRENT AUJOURD'HUI D'UN ENVIRONNEMENT LEGAL INCERTAIN ; EN OUTRE, LA CREATION D'UNE COUR REGIONALE D'APPEL. STATUANT EN DERNIER

RESSORT, ETABLIRAIT UNE JURISPRUDENCE REGIONALE.

AU TOTAL, ASSURANCES, ASSURANCES SOCIALES ET DROIT DES AFFAIRES REGIONAL SONT TROIS PROJETS QUI CONTRIBUEROIENT A LA DYNAMIQUE D'INTEGRATION REGIONALE ET A L'AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE, TOUT EN RENFORCANT LA SOLIDARITE ET LA COHERENCE DE LA ZONE FRANC.

*

* *

III) LA REALISATION DE VERITABLES UNIONS ECONOMIQUES RESTE CEPENDANT INDISSOCIABLE DE LA MISE EN COHERENCE DES POLITIQUES BUDGETAIRES ET FISCALES AVEC LA POLITIQUE MONETAIRE COMMUNE, AINSI QUE DU DEVELOPPEMENT DE POLITIQUES REGIONALES SECTORIELLES DIVERSIFIEES. DE CE POINT DE VUE, LES REFLEXIONS CONDUITES SUR L'EVOLUTION DE L'UMOA SONT EVIDEMMENT COMPLEMENTAIRES DU DEVELOPPEMENT D'AUTRES INITIATIVES.

JE RAPPELLE QUE C'EST DANS CETTE PERSPECTIVE QUE LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL DU SENEGAL A REUNI SES COLLEGUES DE L'AGRICULTURE D'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE. LEUR RENCONTRE A DEBOUCHE SUR L'ADOPTION DE MESURES CONCRETES ET D'ACTIONS COMMUNES DANS LE DOMAINES DES POLITIQUES AGRICOLES.

LA SECURITE ALIMENTAIRE CONÇUE A UN NIVEAU REGIONAL DE MEME QUE LA PROMOTION CONCERTEE DES EXPORTATIONS, DANS UNE LOGIQUE DE COMPETITIVITE ACCRUE, ME PARAISSENT DEVOIR ETRE DES THEMES PRIORITAIRES POUR ASSEOIR UNE COOPERATION REGIONALE. LA FRANCE POURSUIVRA DONC SON SOUTIEN A LA DYNAMIQUE AINSI CREEE, COMME L'A CONFIRME LORS DE LA REUNION ORGANISEE A PARIS DEBUT OCTOBRE.

JE ME REJOUIS EGALEMENT TOUT PARTICULIEREMENT DE L'INITIATIVE PRISE PAR LES CHEFS D'ETAT DE L'UMOA DE DEMANDER AU GOUVERNEUR DE LA BCEAO DE LEUR SOUMETTRE PROCHAINEMENT UN TRAITE PREVOYANT LA TRANSFORMATION, DE L'UNION MONETAIRE EN UNE VERITABLE COMMUNAUTE ECONOMIQUE. LES PREMIERES REUNIONS DE TRAVAIL QUI SE SONT TENUES A LA

BANQUE CENTRALE INDIQUENT QUE L'ON SEMBLE S'ORIENTER VERS UN PROCESSUS EN PLUSIEURS PHASES, LA PREMIERE D'ENTRE ELLES PREVOYANT LA MISE EN PLACE D'UN EXECUTIF COMMUNAUTAIRE ET INSISTANT SUR LA NECESSAIRE CONVERGENCE DES POLITIQUES ECONOMIQUES ET DES REGLES.

C'EST L'OCCASION POUR MOI DE PRECISER QU'AU SEIN DE CES TRAVAUX DES PRIORITES PARAISSENT S'IMPOSER.

- 1 - LA PREMIERE EST L'HARMONISATION DES POLITIQUES BUDGETAIRES ET MONETAIRES. TOUT COMME POUR LA COMMUNAUTE EUROPEENNE, UNE MONNAIE COMMUNE IMPLIQUE LA CONVERGENCE DES POLITIQUES BUDGETAIRES. IL FAUT DONC QUE L'UMOA ET LA BEAC FRANCHISSENT LE CAP ET EN ACCEPTENT LES CONTRAINTES. L'HARMONISATION PROGRESSIVE DES POLITIQUES FISCALES EST UNE ETAPE IMPORTANTE DE CE PROCESSUS, ET LA COOPERATION FRANÇAISE VERSE A CE DEBAT LES PROPOSITIONS DE LA MISSION DE L'INSPECTEUR GENERAL THILL, DONT L'OBJET AMBITIEUX EST DE RECONCILIER AJUSTEMENT ET DEVELOPPEMENT, EN PROPOSANT DES SOLUTIONS FISCALES PERMETTANT D'AMELIORER LA COMPETITIVITE DE L'ECONOMIE TOUT EN SAUVEGARDANT LE NIVEAU DES RECETTES PUBLIQUES.
- 2 - LA DEUXIEME EST L'INSTAURATION DE MECANISMES FINANCIERS ET DE SERVICES ECONOMIQUES COMMUNS. L'INSTAURATION DE CONTROLES PUBLICS REGIONAUX, COMME UNE COUR DES COMPTES, PAR EXEMPLE, ME PARAIT DE NATURE A AIDER A LA MORALISATION DES ADMINISTRATIONS FINANCIERES ET LA BONNE GESTION. C'EST AUSSI DANS CE CADRE QUE JE SITUE NOTRE PROPOSITION DE CREATION D'UN INSTITUT DE FORMATION REGIONAL POUR LES CADRES DES ADMINISTRATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES, INSTITUT QUI PERMETTRA D'APPROFONDIR LES COMPETENCES, DE DEVELOPPER UNE Pensee ET DES METHODES COMMUNES ET DE FAVORISER LES ECHANGES ENTRE LES DIFFERENTES ADMINISTRATIONS DE LA ZONE. LA MISE EN PLACE D'UNE INSTITUTION REGIONALE ET D'ETUDES ET DE STATISTIQUES, AFRISTAT, QUI EST EVOQUEE LORS DE CE REUNION, RELEVE DE CETTE MEME LOGIQUE.
- 3 - LA TROISIEME EST LA MISE EN PLACE D'UN MARCHÉ FINANCIER REGIONAL. MON DEPARTEMENT ET LE MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU

BUDGET PARTICIPENT ACTUELLEMENT, AVEC LA BCEAO ET LA BOAD, AU PILOTAGE D'UNE ETUDE ENGAGEANT DES EXPERTS DE TRES HAUT NIVEAU SUR LA FAISABILITE DE CE PROJET FORTEMENT INTEGRATEUR. UNE BOURSE DES VALEURS REGIONALE FAVORISERA L'HARMONISATION DE LA FISCALITE ET SUSCITERA L'EMERGENCE D'UN CERCLE VERTUEUX DE L'EPARGNE, EN LUI PERMETTANT DE FINANCER DIRECTEMENT LES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS. CE MARCHE FINANCIER, ADOSSE LUI-MEME A UN DROIT DES AFFAIRES HARMONISE ET A UNE FISCALITE INCITATIVE, SERA UN FACTEUR DETERMINANT DE LA COMPETITIVITE ET DU RENOUVEAU DES ECONOMIES.

MAIS JE SOUHAITE ME TOURNER EGALEMENT VERS LES PAYS DE LA ZONE BEAC. ILS SAVENT QUE MON DEPARTEMENT S'EST ENGAGE DE MANIERE IMPORTANTE DANS LE SOUTIEN A LA RENOVATION DE LA FISCALITE DE L'UDEAC, EN PARTENARIAT AVEC LA BANQUE MONDIALE. CET IMPORTANT PROJET NE COUVRE CEPENDANT QU'UNE DIMENSION, MEME SI ELLE EST NON NEGLIGEABLE, DE L'ORGANISATION REGIONALE.

OR, IL ME PARAIT DETERMINANT QUE LES DEUX REGIONS DE REGROUPEMENT DE LA ZONE FRANC, AUX COTES DES COMORES, EVOLUENT DE MANIERE PARALLELE ET SE SOUTIENNENT MUTUELLEMENT DANS LEURS EFFORTS. SI UN CERTAIN NOMBRE DE GRANDS CADRES GLOBAUX PEUVENT ETRE PENSES A L'ECHELLE DE LA ZONE FRANC ENTIERE, RAPPELONS ENCORE UNE FOIS QUE LES REFORMES PROFONDES, TOUCHANT AUX SYSTEMES FISCAUX OU ADMINISTRATIFS, NE PEUVENT ETRE VRAISEMBLABLEMENT MENES QUE DANS LE CADRE SOUS-REGIONAL. TOUTEFOIS, IL FAUT ABSOLUMENT GARDER LA POSSIBILITE QU'UN JOUR, SUR L'ENSEMBLE DE CES TERRAINS, LES DEUX ZONES PUISSENT CONVERGER, ET FAIRE MASSE DE LEURS HOMMES ET DE LEURS ESPACES POUR CONSTITUER UN VASTE POTENTIEL DE CROISSANCE ECHAPPANT AUX SEULES FRONTIERES NATIONALES.

JE LANCE DONC UN APPEL SOLENNEL AUX PAYS MEMBRES DE LA ZONE FRANC, ET TOUT SPECIALEMENT A NOS AMIS DE L'AFRIQUE CENTRALE, POUR QU'UNE MEME DYNAMIQUE D'INTEGRATION REGIONALE SE FASSE JOUR DANS L'ENSEMBLE DE LA ZONE QUE J'ESPERE OUVERTE AU MONDE ET A SES VOISINS AFRICAINS.

*
* *

C'EST SUR CE POINT QUE JE SOUHAITE CONCLURE.

UN ESPACE ECONOMIQUE SE CONSTITUE AU SUD DU SAHARA AUTOUR DES VASTES POLES DU NIGERIA ET DE L'AFRIQUE AUSTRALE. L'EMERGENCE DE CEUX-CI EST UN BIENFAIT POUR L'AFRIQUE, UN MOTEUR DE CROISSANCE A SALUER ET ENCOURAGER.

MAIS LA PUISSANCE DE CES POLES POURRAIT, FACE A UN EMIETTEMENT DE LEURS PARTENAIRES DU CONTINENT, CONDUIRE A UN NOUVEL ECHANGE INEGAL, DANS LEQUEL LES PAYS FRANCOPHONES EN PARTICULIER SUBIRAIENT, IMPUISSANTS, LES CHOIX ECONOMIQUES DE CES GRANDS PARTENAIRES ET VOISINS. CE PHENOMENE N'EST-IL PAS DEJA PERCEPTIBLE EN CE QUI CONCERNE LE NIGERIA, DONT LES DECISIONS EN MATIERE MONETAIRE, DE SUBVENTIONS PUBLIQUES ET DE DOUANES, PESENT LOURDEMENT SUR SES VOISINS ?

LA ZONE FRANC A UN INTERET MAJEUR, PRESQUE DE SURVIE, A SE PRESENTER UNIE ET A PARLER D'UNE SEULE VOIX A SES PARTENAIRES PUISSANTS. SON IDENTITE CULTURELLE, SA PERSONNALITE POLITIQUE ET SA TRADITION INSTITUTIONNELLE SONT A CE PRIX. SON AMBITION DOIT ETRE D'AVOIR VALEUR D'EXEMPLE SUR LE CONTINENT AFRICAIN.

C'EST DANS CETTE PERSPECTIVE, QUI N'EST PAS SEULEMENT ECONOMIQUE ET QUI TRAITE DE LA PLACE DE LA ZONE FRANC DANS L'AFRIQUE DE DEMAIN, QUE MES SERVICES SE SONT ENGAGES ET QUE, A MA DEMANDE, ILS CONTINUERONT DE VOUS APPORTER LEURS APPUIS EN ETROITE LIAISON AVEC NOS COLLEGUE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET. DANS CETTE DEMARCHE, SOYEZ ASSURES DE MON SOUTIEN PERSONNEL SANS FAILLE ET DE CELUI DE LA FRANCE.

1/10/91